



Lorsque les préoccupations du terrain poussent à l'action

Un peu partout dans nos écoles, et particulièrement à la suite des années Covid, on constate une augmentation des comportements difficiles chez les jeunes élèves. Depuis des mois, ce sujet revenait sans cesse dans les discussions de la salle des maîtres. Jusqu'au jour où un groupe d'enseignant·es de la Côte a décidé de passer à l'action et de convoquer une séance extraordinaire pour en parler.

Cette rencontre, organisée en juin dernier, a permis de constater à quel point plusieurs de nos collègues se sentaient épuisés et découragés à la fin de l'année scolaire. Et de réaliser que cette problématique est indépendante de l'expérience professionnelle des personnes concernées. Jeunes ou aguerries, tous et toutes sont désarmés lorsqu'il faut tenter de maintenir une ambiance de classe propice aux apprentissages, tout en essayant de contenir les comportements ingérables de deux ou trois élèves fortement perturbant·es. La décision d'agir a été prise. Un groupe de personnes motivées s'est constitué en collectif et a commencé la collecte de témoignages individuels d'enseignant·es touchés par ce phénomène. Au moment de leur réception, ces textes ont été anonymisés pour protéger les adultes

et les élèves concerné·es. En parallèle, les membres du collectif ont commencé la rédaction d'une lettre aux autorités, pour les appeler à réagir et à soutenir les personnes touchées.

Au mois de novembre, lors de la Journée syndicale du SAEN, deux membres du collectif ont expliqué la démarche aux membres du syndicat, en les appelant à soutenir ce mouvement s'ils-elles se sentaient concerné·es. Dès le lendemain, plusieurs journalistes ont relayé ces inquiétudes dans la presse écrite, à la radio, puis à la télévision.

Début décembre, quatre membres du collectif sont montés au Château de Neuchâtel, invitées par les autorités cantonales (Crystel Graf, DFFI) afin de discuter de cette problématique avec le SEO, l'EORéN, la direction la Côte

et le SAEN. Les discussions ont été intenses, marquées parfois par de l'émotion, mais constructives. Les difficultés rencontrées en classe ont été expliquées, les mesures déjà prises détaillées et les propositions d'amélioration citées dans la lettre du collectif ont été exposées. Les personnes présentes ont décidé d'un commun accord de poursuivre ensemble la recherche de solutions concrètes dès le début de l'année 2026.

Toutes les personnes impliquées sont heureuses du développement positif de cette action menée à partir des préoccupations du terrain. Cela a demandé de réels efforts au collectif et de nombreuses heures de travail pour collecter les témoignages, puis rédiger l'appel aux autorités. Mais ce n'est que le début! Cela doit, dans un proche avenir, amener un changement réel et perceptible dans la

manière de gérer ce genre de situation de manière appropriée et collective dans toutes nos écoles.

Agissez, vous aussi! Écrivez au collectif et au SAEN pour partager votre témoignage. Mieux encore, organisez vous-même une action dans votre école pour que cette problématique de gestion de classes et d'élèves difficiles soit prise en compte de manière prioritaire par votre direction et que des solutions soient développées dans chaque école.

Découvrez ci-dessous le courrier adressé aux autorités. Nous vous tiendrons au courant des suites de cette action syndicale de terrain.

Pierre-Alain Porret, président du SAEN

collectif_lacote@outlook.com – pierre-alain.porret@saen.ch

Lettre ouverte d'un collectif d'enseignant·es du Centre scolaire de la Côte, EORéN

APPEL – CRI D'ALARME

Notre école est en souffrance. Les élèves ainsi que les équipes pédagogiques subissent de plus en plus de dysfonctionnements que les moyens actuels ne suffisent pas à combler. Nous n'y arrivons plus.

Ces dernières années, nous constatons chez nos élèves une accélération alarmante des comportements inappropriés, ingérables, et cela dès le plus jeune âge. Nous notons une augmentation constante d'élèves présentant des troubles d'apprentissage, du comportement, HPI, TDAH, TSA, allophones et autres. Cela nous contraint à individualiser de manière excessive notre enseignement. Nous percevons également chez nos élèves un accroissement vertigineux de l'inaptitude, voire du refus de respecter les règles sociales, scolaires et de sécurité. L'incapacité à gérer la frustration, les incivilités, l'irrespect du matériel et des personnes, le langage grossier et la violence augmentent de manière préoccupante. Nous observons chez nos élèves un manque d'autonomie et une difficulté grandissante à vivre en collectivité. En tant que pédagogues, nous devons développer intensément le travail sur le savoir-être au détriment des autres savoirs. L'équilibre entre ces types d'apprentissage

est en péril. Les conséquences de cet état de fait sont nombreuses. Vous pourrez le constater vous-même à la lecture des divers témoignages annexés.

– De nombreux élèves subissent un climat de classe défavorable aux apprentissages et les élèves motivés et compétent·es sont, à notre grand regret, régulièrement délaissés.

– Certains parents manifestent leur inquiétude à la suite des témoignages de leurs enfants. Ces craintes légitimes engendrent une dégradation du lien de confiance école-famille.

– Les enseignant·es se retrouvent dans l'impossibilité d'exercer convenablement leur métier et de répondre pleinement aux exigences toujours croissantes du système scolaire. Cela impacte les connaissances et les compétences scolaires de tous·tes les élèves. La frustration, le découragement et l'épuisement des professionnel·les de l'école s'accroissent. Les arrêts maladie sont toujours plus

fréquents, l'organisation des remplacements est difficile à gérer.

Nous sommes conscient·es que l'État de Neuchâtel et les communes octroient un financement important pour soutenir les élèves et les enseignant·es. Nous saluons l'aide actuellement mise en place et remercions vivement les personnes qui en sont responsables. Toutefois, la diversité des élèves est si large et leurs besoins spécifiques si intenses qu'en finalité, le soutien reçu dans les classes reste insuffisant. Les professionnel·les sont submergés et les listes d'attente chez les spécialistes (orthophonie, pédopsychiatrie...) sont importantes. Le délai de prise en charge est de plusieurs mois. Les parents concernés sont souvent démunis et l'école peine à leur fournir le soutien et l'accompagnement nécessaires.

Les attentes de la société en matière de formation sont de plus en plus élevées. Mais le fossé se creuse entre la réalité du terrain et des ambitions scolaires inatteignables (nouvelles exigences du PER, éducation numérique, découverte des religions, PRIMA, ANIMA...). L'évolution vers une école plus inclusive sans mesures de soutien adaptées nous inquiète. Notre préoccupation est grande concernant l'avenir. La santé physique et psychique des élèves ainsi que des professionnel·les de l'école est aujourd'hui menacée. Au nom du collectif d'enseignant·es que nous représentons, nous vous remettons des demandes concrètes pour le présent et l'avenir proche.

1) Nous demandons une centralisation et une simplification de la gestion des mesures d'aide au sein de l'école afin d'accélérer les procédures permettant de mener à bien les divers bilans visant à mettre en place des mesures adéquates pour chaque élève concerné·e.

2) Nous demandons un renforcement des services socio-pédagogiques (engagement de personnel supplémentaire qualifié), afin d'être en mesure d'accompagner l'ensemble des élèves qui en ont besoin.

3) Nous demandons que la présence d'un binôme de professionnel·les qualifié·es (enseignant·e, éducateur·trice/assistant·e socio-éducatif·ve/enseignant·e spécialisé·e) soit systématiquement mise en place dans les classes surchargées par le nombre d'élèves et/ou par le nombre de problématiques différentes à gérer.

4) Nous demandons que les problématiques éducatives lourdes soient prises en charge par des enseignant·es spécialisé·es ou des éducateur·trices afin que l'enseignant·e puisse offrir un climat propice à l'apprentissage pour toutes et tous.

5) Un·e enseignant·e ne devrait pas cumuler plusieurs fonctions. Nous demandons une réaffirmation du rôle premier de l'enseignant·e au service des apprentissages.

Centre scolaire de la Côte, le 6 novembre 2025